



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Juillet 2017



Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses du budget général par titres et catégories	6
Dépenses du budget général par missions et programmes	7
Recettes	10
Recettes fiscales du budget général	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -83,84 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin juillet 2017 s'élève à -83,84 Md€ contre -82,05 Md€ à fin juillet 2016 à périmètre constant. Ce solde s'explique par une hausse des dépenses nettes de 8,74 Md€, une

augmentation des recettes nettes de 5,51 Md€ et une amélioration du solde des comptes spéciaux de 1,44 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 200,70 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,67 Md€ dont 2,65 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 1,79 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 5,45 Md€ essentiellement consacrés au programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » au titre de l'abondement au compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat » (5,41 Md€) ;

✓ Mission **Défense** : 3,75 Md€, dont 1,69 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la Défense » et 1,40 Md€ au titre du programme « Equipement des forces » ;

Les dépenses nettes à fin juillet 2017 s'élèvent à 200,70 Md€ contre 191,96 Md€ à fin juillet 2016 à périmètre constant. Cette évolution résulte notamment des hausses des dépenses de personnel (+2,55 Md€), d'intervention (+2,36 Md€) principalement au titre du programme

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 1,68 Md€, dont 0,89 Md€ au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » et 0,53 Md€ au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » ;

✓ Mission **Economie** : 1,61 Md€ principalement dédié au programme « Développement des entreprises et du tourisme » pour 1,56 Md€, dont 1,50 Md€ au titre de l'abondement au compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'Etat » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,56 Md€ partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,82 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 0,71 Md€.

« Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi », de fonctionnement (+2,05 Md€), principalement au titre du programme « Développement des entreprises et du tourisme » et des charges de la dette de l'Etat (+1,41 Md€).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 145,52 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

TVA : 15,04 Md€ ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 3,47 Md€, dont 1,40 Md€ au titre des autres taxes intérieures (essentiellement la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité) et 1,09 Md€ de droits de mutations à titre gratuit par décès ;

IR : 2,75 Md€ ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -4,99 Md€ dont -2,31 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement ;

IS (hors CSB) : -2,31 Md€ (dont -3,19 Md€ liés à la constatation de R&D) ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,64 Md€.

* nettes de R et D : nettes de remboursements et dégrèvements



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 176,10 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin juillet 2017 s'élèvent à 176,10 Md€ contre 171,04 Md€ à fin juillet 2016 à périmètre constant.

Cette évolution (+5,06 Md€) s'explique notamment par les hausses des droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes pour 4,75 Md€ (essentiellement en raison de la hausse des autres taxes

intérieures, notamment la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité), des recettes nettes de TVA pour 4,16 Md€ et d'IS pour 1,02 Md€. Cette augmentation est, cependant, partiellement compensée par des baisses de recettes de TICPE (-3,20 Md€) et des recettes nettes d'IR (-1,46 Md€).

Recettes non fiscales : 3,38 Md€

Les recettes non fiscales à fin juillet 2017 s'élèvent à 3,38 Md€ contre 5,50 Md€ à fin juillet 2016.

Cette baisse (-2,12 Md€) s'explique essentiellement par la diminution des produits du domaine de l'Etat de 0,92 Md€ (principalement les redevances d'usage des

fréquences radioélectriques), et la réduction du montant des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite pour 0,77 Md€ (principalement le produit des amendes prononcées par les autorités de la concurrence).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -36,18 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -36,18 Md€ à fin juillet 2017 contre -38,02 Md€ à fin juillet 2016. Cette variation de +1,84 Md€ s'explique

notamment par de moindres prélèvements au profit des collectivités territoriales (+2,15 Md€).

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -28,67 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 9,27 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 3,04 Md€ (notamment au titre des mensualisations de taxes d'habitation et de taxes foncières).

Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » affiche des dépenses d'un montant de 5,61 Md€ correspondant aux paiements des intérêts et de la charge d'indexation du capital des OAT indexées, ainsi que des recettes pour 5,60 Md€ principalement au titre de l'abondement du budget général.

A fin juillet 2017, le solde des comptes spéciaux s'établit à -28,67 Md€ contre -30,11 Md€ à fin juillet 2016.

Cette variation (+1,44 Md€) s'explique essentiellement par l'augmentation du solde des comptes de commerce (+3,98 Md€, notamment en raison des recettes au compte « Soutien financier au commerce extérieur »),

Le compte « **Participations financières de l'Etat** » affiche des dépenses à hauteur de 2,50 Md€ correspondant à l'augmentation de capital réalisée par la société New Areva Holding SA, et des recettes pour 1,50 Md€ au titre de l'abondement du budget général.

Le compte « **Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage** » présente des dépenses à hauteur de 1,40 Md€ liées à la répartition régionale de la ressource consacrée au développement de l'apprentissage.

compensée par la réduction du solde des comptes de concours financiers (-1,33 Md€ en raison, notamment de la hausse des avances à l'ASP) ainsi que des comptes d'affectation spéciale (-1,17 Md€ en raison des opérations sur le compte « Participations financières de l'Etat »).

Dette financière de l'Etat au 31 juillet : 1 694,20 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours de l'année, concernant les OAT (émissions nettes de remboursements de 79,50 Md€) et les BTF (émissions

nettes de remboursements de 22,51 Md€). Les BTAN ont été intégralement remboursés pour un montant net de 35,50 Md€.



	Mois	Cumul à fin juillet		Renvoi Page	
	Juillet	2017	2016 retraité 2016 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-21 581	-83 843	-82 053	-80 845	5
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	28 744	200 695	191 959	190 140	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	14 922	145 524	140 015	139 403	10
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	2 752	47 145	48 601	48 600	
- IS *	-2 305	9 583	8 565	8 565	
- TVA	15 044	89 629	85 466	85 386	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-7 759	-28 671	-30 109	-30 109	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	4 987	110 286			16
Dettes financières de l'Etat	-11 428	1 694 197			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin juillet		
	unité : million d'€. Juillet	2017	2016 retraité	2016 exécuté
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	988	988
Dépenses de personnel	10 351	74 963	72 409	72 431
Dépenses de fonctionnement	5 030	35 153	33 105	32 926
Charges de la dette de l'Etat	5 408	25 505	24 100	24 100
Dépenses d'investissement	1 544	6 815	6 588	6 588
Dépenses d'intervention	6 373	56 239	53 881	52 218
Dépenses d'opérations financières	38	1 029	888	888
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	28 744	200 695	191 959	190 140
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	20 801	176 103	171 042	170 451
Recettes non fiscales	380	3 375	5 498	5 498
Prélèvements sur recettes	-6 626	-36 179	-38 021	-38 041
Fonds de concours	367	2 224	1 495	1 495
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	14 922	145 524	140 015	139 403
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	21 548	181 702	178 036	177 444
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-13 822	-55 172	-51 944	-50 736
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-1 450	696	1 864	1 864
Solde des comptes de concours financiers	-6 369	-33 700	-32 372	-32 372
Solde des comptes de commerce	30	4 318	341	341
Solde des comptes d'opérations monétaires	31	-197	-10 204	-10 204
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-7 759	-28 671	-30 109	-30 109
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-21 581	-83 843	-82 053	-80 845



	Mois	Cumul à fin juillet		
	unité : million d'€. Juillet	2017	2016 retraité	2016 exécuté
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 351	74 963	72 409	72 431
Rémunérations d'activité	5 986	42 612	41 174	41 185
Cotisations et contributions sociales	4 330	31 933	30 791	30 801
Prestations sociales et allocations diverses	35	418	444	444
AUTRES TITRES	18 393	125 732	119 551	117 709
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	991	988	988
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	5 030	35 153	33 105	32 926
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3 184	15 056	13 241	13 187
Subventions pour charges de service public	1 846	20 097	19 864	19 739
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	5 408	25 505	24 100	24 100
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	5 408	25 505	24 100	24 100
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 544	6 815	6 588	6 588
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 338	5 301	5 451	5 451
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	206	1 514	1 137	1 137
Titre 6 - Dépenses d'intervention	6 373	56 239	53 881	52 218
Transferts aux ménages	3 510	27 532	25 069	25 663
Transferts aux entreprises	431	10 156	9 539	7 647
Transferts aux collectivités territoriales	535	5 095	4 657	4 547
Transferts aux autres collectivités	1 891	13 435	14 600	14 344
Appels en garantie	5	22	17	17
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	38	1 029	888	888
Prêts et avances	0	278	31	31
Dotations en fonds propres	38	312	287	287
Dépenses de participations financières	0	439	570	570
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	28 744	200 695	191 959	190 140



unité : million d'€	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2017		Cumul à fin juillet 2016 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	197	184	1 865	1 563	1 983
Action de la France en Europe et dans le monde	126	116	1 045	955	1 246
Diplomatie culturelle et d'influence	15	45	560	395	359
Français à l'étranger et affaires consulaires	57	22	260	213	235
Conférence "Paris Climat 2015" (1)	0	0	0	0	144
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	239	246	1 729	1 656	1 667
Administration territoriale	140	143	990	952	925
Vie politique, culturelle et associative	28	36	195	168	214
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	70	68	545	536	529
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	449	477	1 711	1 625	1 752
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires (1)	0	0	0	0	532
Economie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières (2)	343	381	974	927	553
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	42	44	357	334	299
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	64	52	380	364	368
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	652	326	1 581	1 668	1 818
Aide économique et financière au développement	375	47	492	606	766
Solidarité à l'égard des pays en développement	277	279	1 088	1 062	1 052
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement (1)	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	79	50	1 911	1 841	1 861
Liens entre la Nation et son armée	6	5	26	23	18
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	73	44	1 800	1 763	1 777
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	86	56	65
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	48	50	382	380	363
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	30	32	216	216	209
Conseil économique, social et environnemental	0	0	41	41	39
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	18	124	123	115
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	349	315	2 101	1 561	1 373
Patrimoines	66	90	700	441	390
Création	167	131	665	477	392
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	115	94	736	642	591
DEFENSE	3 326	3 751	26 760	25 972	25 528
Environnement et prospective de la politique de défense	93	60	730	895	935
Préparation et emploi des forces	612	601	4 999	4 997	4 895
Soutien de la politique de la défense	1 738	1 686	13 515	13 461	13 097
Equiperment des forces	883	1 403	7 515	6 619	6 602
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	136	152	852	744	723
Coordination du travail gouvernemental	46	74	349	315	276
Protection des droits et libertés	22	22	63	66	68
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	67	56	440	363	379
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	627	896	8 233	7 427	6 796
Infrastructures et services de transports	393	318	3 024	2 765	2 571
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	6	10	118	89	92
Météorologie (1)	0	0	0	0	98
Paysages, eau et biodiversité	14	27	193	167	144
Expertise, information géographique et météorologie (2)	0	0	365	365	70
Prévention des risques	1	18	109	120	-44
Energie, climat et après-mines	7	99	319	458	351
Service public de l'énergie	2	175	2 330	1 642	1 529
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	204	248	1 774	1 820	1 986



unité : million d'€	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2017		Cumul à fin juillet 2016 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	1 588	1 606	2 698	2 662	937
Développement des entreprises et du tourisme	1 537	1 555	2 077	2 043	574
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	37	38	270	265	266
Stratégie économique et fiscale	14	14	351	355	97
EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT	167	1 243	15 647	10 963	11 091
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	129	147	1 241	919	859
Aide à l'accès au logement	0	1 067	14 216	9 860	9 884
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	37	29	189	184	348
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'habitat durable (2)	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	5 408	5 448	25 668	25 788	24 313
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	5 408	5 408	25 505	25 505	24 100
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	5	22	22	17
Epargne	0	0	74	74	96
Majoration de rentes	0	0	117	117	0
Dotations en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	35	-50	70	100
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 567	5 666	41 971	41 815	40 142
Enseignement scolaire public du premier degré	1 792	1 792	12 535	12 534	11 832
Enseignement scolaire public du second degré	2 651	2 651	19 012	19 006	18 458
Vie de l'élève	260	296	3 550	3 502	3 240
Enseignement privé du premier et du second degrés	608	656	4 738	4 703	4 580
Soutien de la politique de l'éducation nationale	173	191	1 304	1 247	1 219
Enseignement technique agricole	83	81	831	823	813
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	874	834	6 405	6 234	6 374
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	626	632	4 725	4 647	4 685
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	100	66	647	600	601
Facilitation et sécurisation des échanges	140	122	897	864	910
Entretien des bâtiments de l'Etat (1)	0	0	0	0	59
Fonction publique	7	15	136	123	118
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	118	161	892	682	602
Immigration et asile	106	118	785	587	494
Intégration et accès à la nationalité française	12	43	107	95	108
INVESTISSEMENTS D'AVENIR (3)	0	0	2 630	0	0
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche (3)	0	0	550	0	0
Valorisation de la recherche (3)	0	0	730	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises (3)	0	0	1 350	0	0
JUSTICE	573	639	5 309	4 905	4 717
Justice judiciaire	259	269	1 928	1 933	1 923
Administration pénitentiaire	233	266	2 347	2 000	1 865
Protection judiciaire de la jeunesse	57	68	516	459	445
Accès au droit et à la justice	6	5	312	310	299
Conduite et pilotage de la politique de la justice	19	31	205	200	182
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	2	3	3
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	2	35	388	303	301
Presse	1	33	143	137	135
Livre et industries culturelles	1	2	246	166	162
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique (1)	0	0	0	0	4
OUTRE-MER	89	81	1 435	1 270	1 334
Emploi outre-mer	18	22	1 085	908	959
Conditions de vie outre-mer	71	58	350	362	375



unité : million d'€	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2017		Cumul à fin juillet 2016 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
POLITIQUE DES TERRITOIRES	74	70	416	354	254
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	36	18	113	82	121
Interventions territoriales de l'Etat	0	5	6	28	9
Politique de la ville	38	47	296	244	124
POUVOIRS PUBLICS	0	0	991	991	988
Présidence de la République	0	0	100	100	100
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	14	14	10
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	446	1 683	24 080	19 522	19 248
Formations supérieures et recherche universitaire	63	888	12 727	10 874	10 562
Vie étudiante	312	25	2 301	1 635	1 554
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	12	526	5 762	3 864	4 381
Recherche spatiale	0	15	1 395	1 063	1 027
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	142	1 018	1 294	1 003
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	12	51	464	471	392
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	83	83	83
Recherche culturelle et culture scientifique	0	1	107	39	40
Enseignement supérieur et recherche agricoles	48	36	224	199	206
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	0	546	5 036	4 135	4 270
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	327	3 057	2 622	2 619
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	759	483	481
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	150	1 221	1 031	1 169
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	456	236	3 260	2 324	1 824
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	407	154	2 872	1 950	1 666
Concours spécifiques et administration	49	82	389	374	158
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	10 172	10 150	63 459	63 415	61 855
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	9 884	9 862	60 655	60 611	58 533
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	287	288	2 804	2 804	3 322
SANTE	8	49	1 161	855	748
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	8	49	406	242	185
Protection maladie	0	0	755	613	563
SECURITES	1 571	1 564	11 903	11 338	10 699
Police nationale	842	824	6 162	5 965	5 651
Gendarmerie nationale	680	714	5 454	5 092	4 764
Sécurité et éducation routières	2	2	16	13	12
Sécurité civile	49	23	270	267	272
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	95	1 195	15 815	11 293	10 326
Inclusion sociale et protection des personnes	39	73	4 993	2 854	2 209
Handicap et dépendance	2	1 033	9 716	7 425	7 152
Egalité entre les femmes et les hommes	4	3	14	13	8
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	49	86	1 093	1 001	958
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	29	57	633	470	474
Sport	21	41	207	182	206
Jeunesse et vie associative	8	17	426	288	268
TRAVAIL ET EMPLOI	1 182	1 185	12 748	10 354	9 455
Accès et retour à l'emploi	543	724	6 245	5 065	5 295
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	579	390	6 062	4 825	3 716
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	2	7	33	64	56
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	57	65	408	400	389
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	34 520	38 894	289 674	264 111	253 814
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	24 348	28 744	226 214	200 695	191 959

(1) suppression en 2017
(2) changement de libellé en 2017
(3) création en 2017



	Mois		Cumul à fin juillet	
	Juillet	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	4 390	49 397	50 183	50 182
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	392	1 239	1 164	1 164
Impôt sur les sociétés (C)	902	32 500	30 803	30 803
Impôt sur les sociétés	880	31 744	30 138	30 138
Contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés	22	757	665	665
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 351	9 110	9 121	9 121
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	266	639	389	389
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	832	2 929	2 892	2 892
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt de solidarité sur la fortune	204	3 386	3 375	3 375
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	33	33
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	4	77	92	92
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	4	14	4	4
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	3	8	8	8
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	6	18	15	15
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	8	45	56	56
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	7	281	184	184
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	2	2	2
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	5	9	9
Recettes diverses	15	1 705	2 063	2 063
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 004	5 831	9 032	9 049
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	19 442	121 554	117 450	117 370
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	3 469	19 889	15 144	14 617
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	53	267	284	284
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	15	103	96	96
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	10	6	6
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	212	1 439	1 058	1 058



	Mois	Cumul à fin juillet		
	Juillet	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	1 088	6 619	6 053	6 053
Contribution de sécurité immobilière	68	405	365	365
Autres conventions et actes civils	42	298	342	342
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	45	249	231	231
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	16	90	106	106
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	36	138	167	167
Timbre unique	36	173	77	77
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	1 397	6 510	2 711	2 183
Autres droits et recettes accessoires	0	3	3	3
Amendes et confiscations	3	23	24	24
Taxe générale sur les activités polluantes	1	15	81	81
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	9	96	213	213
Autres droits et recettes à différents titres	0	1	1	1
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	7	28	34	34
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	30	31	31
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	24	25	25
Taxe de l'aviation civile	0	0	9	9
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	576	577	577
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	26	26	26
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	177	1 219	1 184	1 184
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	63	408	405	405
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	51	252	246	246
Prélèvement sur les paris sportifs	22	171	170	170
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	4	33	36	36
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	98	530	436	436
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	22	154	147	147
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	30 951	239 519	232 897	232 306
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	20 801	176 103	171 042	170 451



	Mois		Cumul à fin juillet	
	Juillet	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	6	271	670	670
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	6	6	6	6
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	237	101	101
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	28	563	563
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	101	804	1 719	1 719
Revenus du domaine public non militaire	10	74	123	123
Autres revenus du domaine public	3	127	126	126
Revenus du domaine privé	0	0	37	37
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	3	115	739	739
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	84	480	548	548
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	135	135
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	7	10	10
Produits de la vente de biens et services (C)	88	547	552	552
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	34	183	221	221
Autres frais d'assiette et de recouvrement	52	351	318	318
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	3	3	3
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	2	2	2
Autres recettes diverses	1	8	8	8
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	29	211	192	192
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	1	41	57	57
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	2	5	5
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	1	3	7	7
Intérêts des autres prêts et avances	4	32	31	31
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	16	114	71	71
Autres avances remboursables sous conditions	0	1	1	1
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	6	6	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	0	12	14	14



	Mois		Cumul à fin juillet	
	Juillet	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	55	593	1 366	1 366
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	2	265	837	837
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	16	27	4	4
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	1	5	7	7
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	34	238	448	448
Frais de poursuite	1	5	5	5
Frais de justice et d'instance	1	6	7	7
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	1	1	11	11
Divers (F)	101	948	1 000	1 000
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur (1)	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	11	206	257	257
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	20	119	94	94
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	4	5	5
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	14	14
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	4	5	5
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	4	5	5
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	4	4	4
Récupération d'indus	2	17	40	40
Recouvrements après admission en non-valeur	14	80	80	80
Divers versements de l'Union européenne	0	10	12	12
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	11	13	13
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	19	13	13
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	13	141	127	127
Produits divers	30	252	230	230
Autres produits divers	7	76	100	100
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	380	3 375	5 498	5 498

(1) changement de libellé en 2017



	Mois	Cumul à fin juillet		
	Juillet	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-4 990	-25 522	-27 671	-27 691
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 306	-19 540	-21 958	-21 978
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-6	-5	-5
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-394	-1 466	-1 630	-1 630
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-1 052	-1 095	-993	-993
Dotations élu local	-2	-62	-64	-64
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-26	-25	-25
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	-1	0	0
Dotations départementale d'équipement des collèges	-237	-237	-224	-224
Dotations régionale d'équipement scolaire	-459	-459	-282	-282
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	-1	-1
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-254	-1 862	-1 941	-1 941
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-245	-262	-112	-112
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement (1)	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-27	-28	-103	-103
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés (1)	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011) (1)	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-2	-2	-2	-2
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-7	-48	-48	-48
Dotations exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources	0	0	0	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-5	-347	-282	-282
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	-82	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 636	-10 656	-10 350	-10 350
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-6 626	-36 179	-38 021	-38 041
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	346	2 078	1 359	1 359
Fonds de concours - coopération internationale	22	146	136	136
TOTAL FONDS DE CONCOURS	367	2 224	1 495	1 495

(1) suppression en 2017



unité : million d'€.

	Mois de juillet		Cumul à fin juillet					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2017	2016 exécuté	2017	2016 exécuté	2017	2016 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	9 077	7 628	47 378	38 216	48 074	40 080	696	1 864
Aides à l'acquisition de véhicules propres	33	37	159	136	208	162	49	27
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	13	105	642	633	1 000	980	358	348
Développement agricole et rural	20	2	29	51	111	110	81	59
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	23	31	185	213	221	219	35	6
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	1 395	41	1 435	1 396	1 561	1 511	126	115
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	30	56	150	268	199	211	49	-58
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	183	233	183	233
Participations financières de l'Etat	2 502	1 503	7 934	987	4 755	78	-3 179	-909
Pensions	5 062	5 215	33 019	32 753	35 343	34 236	2 324	1 484
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	400	19	358	19	-42	0
Transition énergétique	0	637	3 425	1 761	4 137	2 320	712	559
Comptes de concours financiers	9 615	3 246	68 853	66 813	35 153	34 441	-33 700	-32 372
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	28	7 246	6 094	84	71	-7 162	-6 024
Avances à l'audiovisuel public	328	176	2 293	2 256	1 360	1 411	-933	-845
Avances aux collectivités territoriales	9 271	3 037	59 179	58 326	33 431	32 647	-25 747	-25 679
Prêts à des Etats étrangers	17	5	135	136	190	282	55	146
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	0	1	88	30	88	30
Comptes de commerce	5 723	5 753	29 252	28 028	33 570	28 369	4 318	341
Approvisionnement de L'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires (3)	57	12	331	254	415	436	84	182
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	12	17	92	89	99	92	7	3
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	0	1 360	2 060	1 360	2 060	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	25	21	261	284	389	420	129	136
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	5 611	5 596	26 838	25 303	26 853	25 303	15	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	4	0	0	0	-4	0
Opérations commerciales des domaines	4	7	26	24	41	43	15	18
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	3	0	15	14	3	15	-12	2
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur (1)	11	101	325	0	4 410	0	4 085	0
Comptes d'opérations monétaires	167	198	857	10 686	660	482	-197	-10 204
Emission des monnaies métalliques	8	38	91	95	147	152	56	57
Opérations avec le Fonds Monétaire International	156	156	715	10 587	504	324	-211	-10 263
Pertes et bénéfices de change	3	4	52	5	10	7	-42	2
TOTAL COMPTES SPECIAUX	24 583	16 825	146 340	143 744	117 459	103 372	-28 882	-40 372
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	24 427	16 669	145 626	133 157	116 954	103 048	-28 671	-30 109

(1) création en 2017



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2016	Flux nets de l'année	Solde à fin juillet 2017
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	445	88	533
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	1	11
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	287	222	509
	Total organismes à caractère financier	742	311	1 052
	CEPL			
	Régions	1 866	2 446	4 311
	Départements	5 232	771	6 004
	Communes	23 185	-472	22 713
	HLM	567	-154	413
	Autres	22 134	646	22 780
	Total CEPL	52 984	3 237	56 221
	Etablissements publics de santé	5 010	-114	4 895
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 693	1 345	12 037
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	3 774	465	4 239
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 818	3 437	6 254
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	862	141	1 003
	Total établissements publics nationaux	18 146	5 388	23 534
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	6 124	3 851	9 975
	Union européenne	3 786	-89	3 697
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	52	5	56	
GIP	662	267	929	
EPLÉ	2 305	768	3 073	
Autres correspondants	12 464	-5 624	6 840	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	41	-41	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	15 525	-4 625	10 899	
Total Dépôts de fonds du Trésor	102 316	7 958	110 274	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	9	3	12
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	9	3	12
Total Passif (A)		102 325	7 962	110 287
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		102 324	7 962	110 286



	Solde au 31/12/2016	Flux nets de l'année	Solde à fin juillet 2017
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 620 619	66 509	1 687 128
Titres négociables à moyen et long terme	1 486 694	44 004	1 530 698
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 451 194	79 504	1 530 698
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 251 637	86 117	1 337 754
- <i>taux variable</i>	180 172	-4 739	175 434
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	35 500	-35 500	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	35 500	-35 500	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	133 925	22 505	156 430
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	133 925	22 505	156 430
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	7 135	-66	7 068
TOTAL (A+B+C)	1 627 754	66 443	1 694 197



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2016 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2016 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2017.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

Dette financière de l'Etat

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.